

Une autre utilisation de l'argent

**Dans les régions,
rendons l'argent utile !**

« L'argent pour l'argent », c'est aujourd'hui la seule loi du système.

Dans cette logique, ces 5 dernières années, le gouvernement a persisté dans sa volonté de transférer aux collectivités locales des pans entiers de ses compétences et de ses responsabilités, tout en les privant progressivement de leur autonomie financière et budgétaire.

Une orientation accentuée avec les réponses apportées face à la crise : plus de 120 milliards d'euros ont été accordés aux banques et grandes entreprises, sans aucune contrepartie chiffrée en matière d'emplois, de formations, d'évolutions salariales et en laissant les plein-pouvoirs aux actionnaires privés sur l'utilisation de cet argent.

Le gouvernement veut supprimer la taxe professionnelle, seul impôt français sur le capital des entreprises, qui représente 50% des ressources fiscales des collectivités. Ce nouveau cadeau aux capitalistes vient s'ajouter à une longue liste dont les 29 milliards d'euros d'exonérations de cotisations sociales patronales ou bien encore le bouclier fiscal.

L'objectif est de réduire toujours plus les prélèvements publics et sociaux sur les grandes entreprises et les fortunes afin de dégager toujours plus de valeur ajoutée disponible pour les prélèvements financiers du capital. A la clef il y a le rationnement de l'offre de services publics, locaux notamment, de nouvelles privatisations et l'augmentation de la pression fiscale sur les populations.

Pour rompre avec cette logique, pour rendre l'argent utile, il faut mettre au cœur de la politique régionale deux principes :

Rendre l'utilisation de l'Argent socialement utile et écologiquement efficace.

Aujourd'hui des milliards sont utilisés pour préserver les intérêts privés et améliorer la rentabilité financière des grands groupes. Cadeaux aux banques, exonérations fiscales, bouclier fiscal, démantèlement des services publics et marchandisation à outrance sont la priorité de ce gouvernement qui n'a que faire du coût social, et environnemental.

En toutes circonstances et à tous les niveaux les financements des Régions doivent viser la réduction des inégalités et le soutien aux investissements en terme d'emploi et de formation de qualité, de réponses aux besoins sociaux et de préservation de l'environnement.

La crise rend plus urgent que jamais la systématisation des financements sur de tels critères. Par exemple la région peut conditionner ses aides aux collectivités, aux villes notamment, en fonction de leurs efforts pour développer le logement social.

Le contrôle des Citoyen-nes, des salarié-es

Dans la définition des objectifs fixés quand à l'utilisation de l'argent public et dans le contrôle de cette utilisation les citoyens doivent être totalement partie prenante. Partie prenante au sein même de l'entreprise par la mise en œuvre de droit d'intervention nouvelle des salariés, partie prenante au plan Régional avec la mise en place de l'Assemblée Participative des Citoyens, des citoyennes et des acteurs sociaux.

